

**COMMUNICATION PREPAREE PAR M. FRANCOIS MILLEREUX**

**AU NOM DE LA COMMISSION DE L'EMPLOI ET**

**DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**19 NOVEMBRE 2009**

**LA SITUATION DE L'EMPLOI ET DE LA  
CONJONCTURE ECONOMIQUE EN ILE-DE-  
FRANCE AU PREMIER SEMESTRE 2009**

**SUIVI D'UN FOCUS SUR LES PÔLES DE  
COMPETITIVITE**

Le document intègre des éléments d'appréciation postérieurs au 30 juin 2009

<u>SYNTHESE</u>	<u>3</u>
<u>PARTIE 1 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GENERAL</u>	<u>4</u>
a) LE PLUS DUR DE LA CRISE EST-IL PASSE ?	4
b) SORTIE DE LA PLUS FORTE RECESSION DEPUIS 60 ANS EN FRANCE ?	5
<u>PARTIE 2 - L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET L'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE</u>	<u>7</u>
a) L'ILE-DE-FRANCE DANS L'ATTENTE DE LA REPRISE MONDIALE	7
b) AJUSTEMENT RAPIDE DU MARCHE DU TRAVAIL FRANCILIEN	8
c) ANALYSE SECTORIELLE	
- L'INDUSTRIE	11
- La CONSTRUCTION	11
- Le COMMERCE	11
- Les SERVICES	12
- L'ARTISANAT	12
- Les PROFESSIONS LIBERALES	12
- L'ACTIVITE TOURISTIQUE	12
<u>CONCLUSION</u>	<u>13</u>

L'économie mondiale a connu une fin d'année 2008 et un début d'année 2009 particulièrement sombres. Les regains de l'activité enregistrés au deuxième trimestre - en France, en Allemagne, au Japon - doivent être confirmés avant de pouvoir parler de véritable guérison. En effet, à ce jour, ce sont avant tout les plans de relances gouvernementaux qui ont soutenu l'activité. Par ailleurs, si la reprise économique devait se confirmer, elle promet d'être particulièrement lente vue la dégradation continue du marché de l'emploi. Pour 2009, le FMI s'attend finalement à une contraction de la croissance mondiale un peu moins forte que prévu (- 1,1 % au lieu de - 1,3 %), avant un retour positif pour 2010.

Malgré le rebond du PIB en France au deuxième trimestre, la récession sur l'ensemble de 2009 sera la plus forte depuis 60 ans (baisse du PIB de - 2,2 % selon l'Insee, de - 2,0 % pour le COE-Rexecode). La reprise désormais attendue pour 2010 devrait être très modérée : le niveau élevé de l'euro devrait peser sur les exportations françaises et le redémarrage de l'inflation (dans le sillage du cours des matières premières et du pétrole) sur la consommation des ménages.

En Ile-de-France, aucun secteur n'a été épargné par la crise et 2009 restera - au même titre que 2008 - comme une annus horribilis. La baisse des échanges mondiaux a notamment tiré les exportations et les importations franciliennes vers le bas. Cette dégradation de l'activité a conduit à un ajustement, certes décalé dans le temps, mais très marqué du marché de l'emploi : le taux de chômage francilien a ainsi atteint 7,8 % au deuxième trimestre et cette dégradation devrait se prolonger.

---

## Partie 1 - l'environnement économique général

---

Le ralentissement économique brutal du dernier trimestre 2008 s'est prolongé au premier trimestre 2009. Les plans gouvernementaux mis en place notamment dans l'industrie dès le début de l'année ont permis de mettre fin à cet effondrement dès le deuxième trimestre. Certains pays sont même « techniquement » sortis de la récession (Allemagne, Japon, France...). Cependant, la dégradation de l'emploi est encore forte et une véritable reprise ne se fera pas sans une inversion de tendance.

### Le plus dur de la crise est-il passé ?

Alors que la France, l'Allemagne, le Japon sont sortis de la récession au cours du deuxième trimestre, c'est désormais aux Etats-Unis que la reprise est attendue. Cette nouvelle situation au niveau mondial est plus rapide et plus nette que prévue, surtout après un quatrième trimestre 2008 et un premier trimestre 2009 historiquement bas. Doit-on pour autant s'attendre à une reprise rapide ? Rien n'est moins sûr. L'économie mondiale a dernièrement surtout bénéficié de la reprise de la demande dans les pays émergents et de l'efficacité des plans de relance. Ces derniers vont cependant être progressivement arrêtés et la croissance ne bénéficiera plus de ce soutien. D'autres doutent sur la durabilité de cette reprise : l'état de santé du secteur bancaire qui engrange actuellement des profits très importants reste très incertain avec des actifs douteux de l'ordre de 1 500 milliards de dollars au bilan des banques. Au surplus, le niveau des déficits budgétaires laisse désormais peu de marge aux gouvernements en cas de nécessité de nouvelles interventions. Enfin le renchérissement du prix du pétrole et de celui des matières premières pourraient aussi de nouveau « plomber » l'activité avec la montée du chômage partout dans le monde.

Les prix du baril de pétrole en hausse de plus de 120 % depuis le début de l'année

Certains y voient un signe de reprise économique, d'autres, au contraire, un frein à la reprise économique... Les prix du pétrole ont en tout état de cause amorcé une remontée sensible depuis le début de l'année : alors qu'ils oscillaient autour des 40 \$, allant jusqu'à flirter avec les 30 \$, en janvier, ils sont désormais proches des 80 \$.

Les prix des produits alimentaires sont stables

Si les prix du pétrole et des matières premières ont augmenté, les prix des produits alimentaires sont désormais relativement stables depuis leur plus haut de juin 2008.

Reprise - fragile - attendue pour l'économie américaine

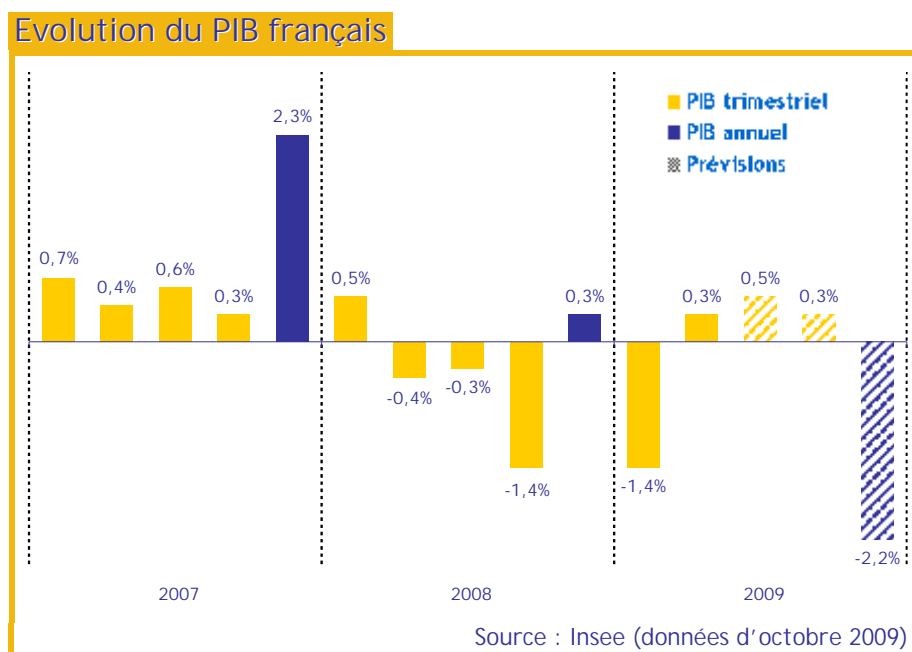
Alors que des signes de reprise s'étaient manifestés dès le printemps, la baisse du PIB américain s'est poursuivie au deuxième trimestre 2009. Même si cela reste à confirmer, l'économie est cependant fort probablement sortie de la récession au cours du troisième trimestre. La reprise sera malgré tout lente et la possibilité d'une

rechute, avec un nouveau fléchissement de la croissance au début 2010, n'est pas complètement écartée.

La Chine bien partie pour atteindre son objectif de 8 % de croissance

En Chine, même si l'atonie des échanges mondiaux limite la croissance, celle-ci est toujours au rendez-vous. Au deuxième trimestre, le PIB a enregistré une hausse de 7,9 % (par rapport au même trimestre de 2008), après 6,1 % au premier. Une croissance de 8,5 % est attendue au troisième trimestre.

### Sortie de la plus forte récession depuis 60 ans en France ?



Le rebond de l'activité au deuxième trimestre reste à confirmer

Le PIB en 2009 devrait correspondre à la plus forte récession en France depuis 60 ans. Après un premier trimestre dans la lignée du dernier trimestre de 2008 (- 1,4 %), le léger rebond de l'activité au deuxième trimestre a malgré tout constitué une bonne surprise et a marqué une sortie de récession plus rapide que prévue. Cependant, la reprise reste à confirmer et sera, en tout état de cause, lente et modérée.

Au printemps, la demande étrangère adressée à la France a amorcé un redressement et, par conséquent, les exportations françaises sont reparties à la hausse au deuxième trimestre. Ce mouvement devrait continuer au second semestre. Au total les exportations françaises sur l'ensemble de l'année 2009 reculeraient alors de 11,0 % (après - 0,6 % en 2008).

En lien avec le repli de la demande intérieure, les importations de biens et services ont sensiblement reculé de 5,9 % puis de 2,1 % au premier et deuxième trimestre 2009. Au rang des baisses les plus importantes, les importations de produits manufacturés ont particulièrement souffert, notamment celles de biens intermédiaires et d'automobiles. Au second semestre

2009, la tendance devrait s'inverser quelque peu, mais de façon très modeste (+ 0,4 % puis + 0,8 %).

Quant à l'investissement des entreprises, globalement en forte chute au premier semestre, il restera à un niveau très médiocre au second semestre. En outre, la sous-utilisation actuelle des capacités de production (tombée à 70 % environ) ne plaide pas pour une relance rapide et marquée de l'investissement.

Par ailleurs, l'inflation « énergétique » qui s'est amplifiée sensiblement depuis le début de 2009 va progressivement entraîner dans son sillage le glissement annuel des prix à la consommation. Ainsi, l'inflation française passée en négatif depuis quelques mois (- 0,4 % encore en septembre) devrait rebondir à 1,0 % à la fin de l'année.

### Taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Tranche d'âge	Hommes				Femmes				Total			
	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	Plus de 49 ans	Total	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	Plus de 49 ans	Total	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	Plus de 49 ans	Total
Taux de chômage au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008	18,7 %	5,6 %	5,1 %	6,8 %	18,8 %	7,4 %	4,9 %	7,8 %	18,7 %	6,5 %	5,0 %	7,3 %
Taux de chômage au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2008	21,3 %	6,1 %	5,0 %	7,3 %	20,0 %	8,0 %	5,3 %	8,4 %	20,7 %	7,0 %	5,1 %	7,8 %
Taux de chômage au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009	24,7 %	7,5 %	5,8 %	8,8 %	22,8 %	8,7 %	6,3 %	9,4 %	23,9 %	8,1 %	6,0 %	9,1 %
Evolutions sur un an	+ 6,0 pts	+ 1,9 pt	+ 0,7 pt	+ 2,0 pts	+ 4,0 pts	+ 1,3 pt	+ 1,4 pt	+ 1,6 pt	+ 5,2 pts	+ 1,6 pt	+ 1,0 pt	+ 1,8 pt

Source : Insee (taux du 2<sup>ème</sup> trim. encore provisoire)

Poursuite de la dégradation du marché de l'emploi

Sur les six premiers mois de 2009, les pertes d'emplois en France se sont ainsi élevées au total à 280 000 et cette dégradation devrait se poursuivre dans les prochains mois. En conséquence, le taux de chômage qui avait déjà fortement augmenté au second semestre 2008 est passé de 7,8 % de la population active fin 2008 à 9,1 % en moyenne sur le deuxième trimestre.

Les jeunes étant plus sensibles que leurs aînés aux fluctuations conjoncturelles du marché du travail, constituent la principale population victime de cette remontée du chômage. Sur un an, le taux de chômage chez les moins de 25 ans a ainsi progressé de 5,2 points pour atteindre 23,9 % de l'ensemble des chômeurs.

A contrario, la hausse du chômage chez les seniors (plus de 49 ans) a été plus tardive et s'est limitée à 1,0 point depuis le deuxième trimestre 2008 (à 6,0 %). Le chômage chez les hommes reste moins élevé que celui des femmes.

---

## Partie 2 - l'activité économique et l'emploi en Ile-de-France

---

Comme le reste de l'économie mondiale, l'Ile-de-France est en perte de vitesse depuis le dernier trimestre 2008 et aucun secteur n'est épargné. Ainsi, si le solde commercial francilien s'est réduit, la baisse des échanges mondiaux a tiré les exportations et les importations franciliennes vers le bas.

### L'Ile-de-France dans l'attente de la reprise mondiale

Le solde commercial francilien profite de la baisse des échanges mondiaux pour se replier

Les exportations et les importations en valeurs franciliennes sont ressorties à plus de 27,5 et 52,2 milliards d'euros sur l'ensemble du premier semestre. Les échanges franco-allemands devraient continuer à jouer favorablement sur le commerce francilien dans les mois à venir.

Des créations d'entreprises en hausse uniquement du fait de l'auto-entreprenariat  
Source : Insee Ile-de-France

Au premier semestre 2009, près de 61 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France, soit 53 % et 61 % de plus qu'au premier et au second semestre 2008. L'instauration du statut de l'auto-entrepreneur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 a très fortement influencé cette variation, d'autant plus que l'engouement pour ce type de création a même été plus important au deuxième qu'au premier trimestre. Ce succès cache malgré tout un recul réel des créations d'entreprises « classiques ».

Au niveau sectoriel, les augmentations moins importantes dans certains secteurs sont révélatrices des difficultés actuelles de ceux-ci. Sans surprise, les créations dans la région sont les moins importantes pour l'hébergement et la restauration, pour les transports, pour la construction et pour les activités financières.

Léger ralentissement du nombre de défaillances d'entreprises

Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France s'est élevé à 5 529 sur l'ensemble du premier semestre 2009. Les faillites sont par conséquent en baisse de 5,6 % par rapport au même semestre de 2008.

La « prime à la casse » limite la casse

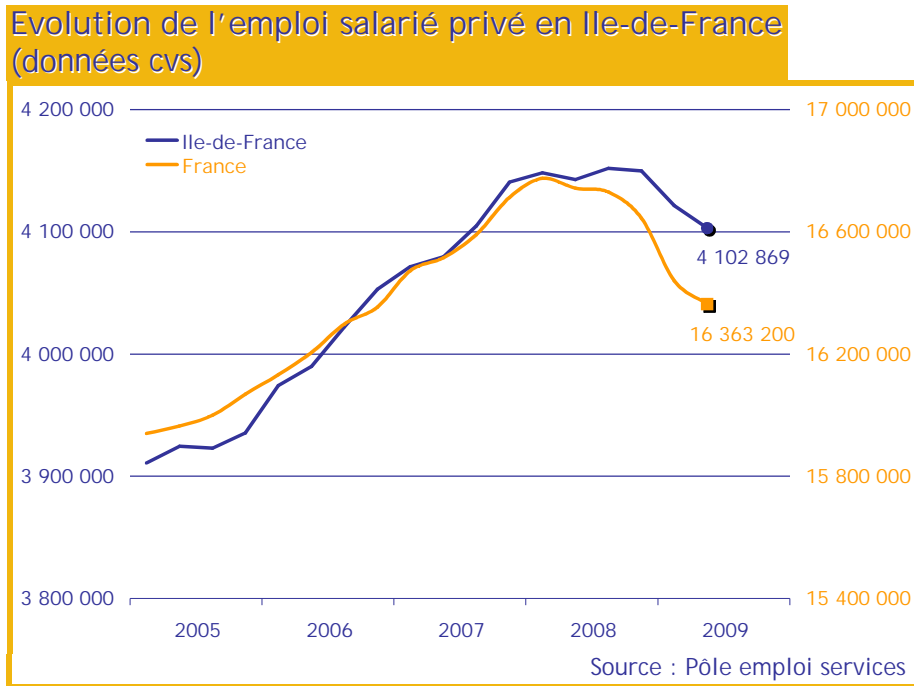
Source :  
Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

Sans conteste l'un des plus touchés par la crise, le secteur automobile est aussi celui qui a bénéficié des plans de relance les plus importants en France et dans le reste du monde. A ce titre, la prolongation de la « prime à la casse », même réduite, est une bonne nouvelle pour l'automobile. En effet, ce soutien au secteur a permis de ralentir la baisse des immatriculations en Ile-de-France : 556 092 voitures particulières ont ainsi été vendues au premier semestre 2009, soit une baisse limitée à 3,7 % par rapport au même semestre 2008.

Le ralentissement de l'immobilier de bureaux s'accélère

Après 880 700 m<sup>2</sup> sur l'ensemble du premier semestre 2009, la demande placée de bureaux en Ile-de-France s'est établi à 346 500 m<sup>2</sup> au troisième trimestre, soit une baisse de plus de 52 % en glissement annuel.

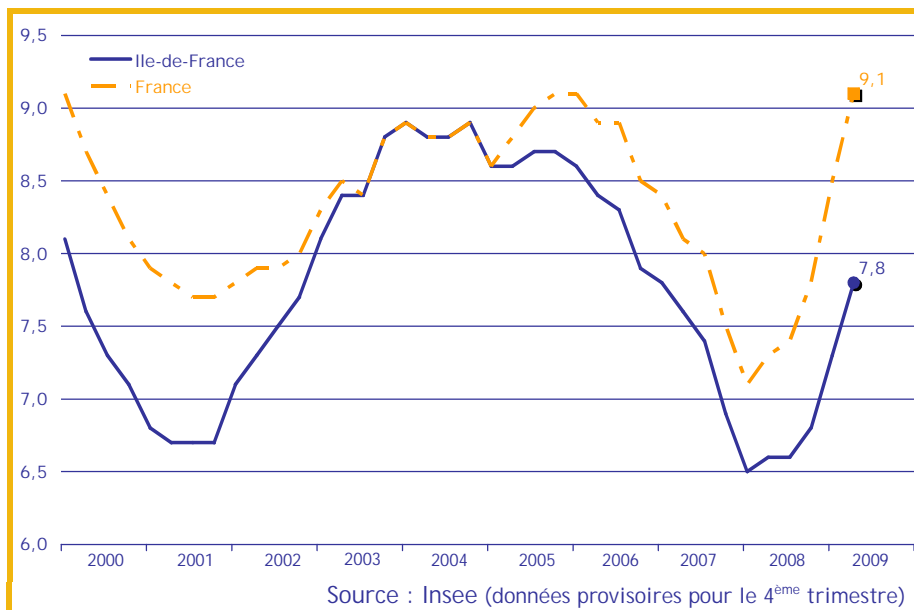
## Ajustement rapide du marché du travail francilien



Le niveau de l'emploi salarié francilien a amorcé son repli

Après un ralentissement de la progression de l'emploi salarié francilien tout au long de 2008, les premiers mois de 2009 ont marqué le début d'une baisse : celle-ci s'est élevée à 1,3 % sur un semestre et à 1,0 % en glissement annuel. La région Ile-de-France a malgré tout été moins affectée que le reste de la France, qui a connu un retournement plus précoce (- 1,7 % sur le premier semestre 2009 et - 2,3 % sur un an). C'est une nouvelle fois le secteur industriel francilien qui a contribué le plus à cette dégradation du niveau de l'emploi (- 3,8 % sur un an) alors que la construction, malgré des difficultés grandissantes, s'est maintenue en hausse sur un an.

## Evolution des taux de chômage français et francilien



## Le chômage francilien au deuxième trimestre 2009



Plus 1,3 point de taux de chômage depuis le point bas du premier trimestre 2008

Après une baisse quasiment ininterrompue depuis mi-2005, le taux de chômage francilien a d'abord marqué un temps d'arrêt dès le début de 2008 avant d'entamer une remontée très marquée ces derniers mois. Ainsi, si la hausse est de 1,3 point depuis le point bas du premier trimestre 2008, le taux de chômage francilien a grimpé d'un point en l'espace de six mois seulement, entre le quatrième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009. Il est néanmoins demeuré en deçà du niveau constaté au niveau français (9,1 % en juin). Au niveau départemental, la Seine-Saint-Denis a conservé le taux de chômage le plus élevé au deuxième trimestre 2009, celui-ci franchissant la barre des 10 % et, au contraire, l'Essonne enregistrait toujours le taux de chômage le plus faible (6,2 %).

## Nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A août 2009

	Nombre de demandeurs d'emploi en août 2008 (données brutes)	Nombre de demandeurs d'emploi en août 2009 (données brutes)	Variation août 2009/aout2008
Paris	99 630	118 270	+ 18 640 (+ 18,7 %)
Seine-et-Marne	37 160	47 720	+ 10 560 (+ 28,4 %)
Yvelines	39 200	49 130	+ 9 930 (+ 25,3 %)
Essonne	32 730	42 130	+ 9 400 (+ 28,7 %)
Hauts-de-Seine	51 180	63 890	+ 12 710 (+ 24,8 %)
Seine-Saint-Denis	68 300	81 460	+ 13 160 (+ 19,3 %)
Val-de-Marne	44 380	54 290	+ 9 910 (+ 22,3 %)
Val d'Oise	43 150	54 130	+ 10 980 (+ 25,4 %)
Ile-de-France	415 770	511 020	+ 95 250 (+ 22,9 %)

Source : DARES

Plus de 500 000  
demandeurs d'emploi à la  
fin août

Source : DARES

A la fin du mois d'août 2008, la région Ile-de-France comptait 511 000 demandeurs d'emploi de catégorie A<sup>1</sup> inscrits à Pôle emploi, soit une hausse de 22,9 % sur un an. La tendance haussière est toutefois restée moins marquée que sur la France entière pour laquelle le nombre de demandeurs d'emploi a passé la barre des 2,6 millions cet été (+ 25,2 % sur un an).

Les données concernant l'emploi des hommes ont confirmé que le retournement du marché du travail a été plus violent que pour l'emploi féminin (+ 27,6 % contre + 18,2 % entre août 2008 et août 2009).

La détérioration pour les moins de 25 ans a également continué : le nombre de jeunes à la recherche d'un emploi a ainsi augmenté de plus 36 % entre août 2008 et août 2009, pour s'établir à plus de 62 000.

Tous demandeurs d'emplois confondus, les huit départements franciliens ont été concernés par cette forte hausse. Si, en variation, les augmentations sont restées plus importantes en Grande Couronne (+ 28,7 % pour l'Essonne, + 28,4 % pour la Seine-et-Marne, etc.), les hausses en nombre de demandeurs d'emploi ont été les plus conséquentes là où le chômage était déjà très élevé (+ 18 600 à Paris et + 13 200 en Seine-Saint-Denis).

L'activité intérimaire  
toujours au plus bas

Sources : DARES

En Ile-de-France, 603 000 contrats d'intérim ont été conclus au premier trimestre 2009, puis 638 000 au deuxième, soit - 20,4 % puis - 17,4 % par rapport aux mêmes périodes de 2008.

Les allocataires RMI

Du fait du dispositif du RSA, l'analyse des données relatives aux allocataires du RMI a perdu de son intérêt. En revanche, le nouvel indicateur social que constitue le RSA méritera d'être suivi avec attention dès sa première publication.

Le surendettement

Les dépôts de dossiers de surendettement sont en progression sensible. Fin 2009 ils devraient dépasser les 35 000 pour l'Ile-de-France, soit une hausse de 18% au cours des douze derniers mois. Cette évolution inquiétante semble irrépressible dans l'environnement social actuel.

Les pouvoirs publics se sont attaqués à l'une des causes du surendettement : le crédit renouvelable. Les annonces et projets de la Ministre de l'Economie visant à corriger les effets dévastateurs du crédit renouvelable n'ont pas jusqu'à présent été suivi de mesures concrètes et appropriées.

---

<sup>1</sup> Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans aucune activité.

## c) ANALYSE SECTORIELLE

### L'industrie

Nouvelle dégradation des résultats malgré les effets du plan de relance

Source : Enquête de conjoncture de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

En septembre 2009, une large majorité des industriels franciliens a déclaré constater une baisse de leur chiffre d'affaires au cours des six derniers mois. Les entreprises industrielles en Ile-de-France ont ainsi dû faire face à une nette dégradation de leurs carnets de commande. Malgré les effets positifs du plan de relance et un léger redressement de l'activité ces derniers mois, les perspectives pour la fin de l'année sont peu optimistes : 30 % des industriels franciliens s'attendent à un chiffre d'affaires en baisse contre 20 % qui espèrent une hausse.

Les dirigeants de PMI franciliennes ont par ailleurs été beaucoup plus nombreux à déclarer des investissements en baisse, et ce quel que soit le secteur. Seuls 28 % des dirigeants ont déclaré envisager d'investir au cours des six prochains mois. L'actuelle sous-utilisation des capacités de production dans l'industrie est un élément d'explication de cette prudence. Une large majorité des industriels franciliens confirme une stabilité des effectifs au cours des six derniers mois (71 %) alors que 20 % ont déclaré avoir licencié du personnel sur la même période. Les secteurs des biens intermédiaires et des biens de consommation sont les plus affectés par les baisses des effectifs salariés.

### La construction

Brusque ralentissement de l'activité dans la construction

Après avoir bien résisté jusque fin 2008, les résultats d'activité se sont dégradés très nettement dans le secteur francilien de la construction : alors que 30 % des dirigeants constataient en septembre 2008 une baisse de leur chiffre d'affaires au cours des six mois précédents, ils étaient 50 % en septembre dernier. La situation semble de surcroît plus dégradée en Ile-de-France qu'au niveau national. Les prévisions des dirigeants pour les mois à venir sont prudentes : 45 % ont déclaré envisager une stabilisation de leurs activités.

### Le commerce

Forte dégradation, notamment dans le commerce de détail alimentaire

Source : Enquête de conjoncture de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

La situation s'est encore dégradée dans le commerce francilien en septembre 2009 : 58 % des chefs d'entreprise ont constaté une baisse de leur chiffre d'affaires sur les six mois précédents contre seulement 16 % qui ont déclaré une hausse. Pour les mois à venir, les prévisions des chefs d'entreprise sont réservées, la majorité d'entre eux redoutent une stagnation de leur activité (avec une situation légèrement moins favorable dans le commerce de détail alimentaire).

## Les services

Les services subissent la crise de plein fouet

Source : Enquête de conjoncture de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Les dirigeants des entreprises de services en Ile-de-France ont pointé en septembre dernier une très nette dégradation de leur activité au cours des six mois précédents. Alors que les services représentent l'activité majeure de la région, plus de la moitié d'entre eux ont ainsi constaté une diminution de leur chiffre d'affaires, particulièrement dans le secteur des services aux entreprises.

## L'artisanat

Source : *Chambre des Métiers et de l'artisanat*

Malgré la crise, l'emploi dans le secteur de l'artisanat s'est maintenu, mieux que prévu au premier semestre 2009. 79 % des artisans employeurs déclarent avoir conservé leurs effectifs salariés sur cette période (81% au second semestre 2008). Par ailleurs, les trésoreries des entreprises artisanales sont très tendues. 43% des chefs d'entreprise artisanale déplorent une détérioration du niveau de la trésorerie au premier semestre 2009 alors qu'ils n'étaient que 34% lors du semestre précédent.

## Les professions libérales

L'enquête « impact de la situation économique sur le secteur libéral » de mars 2009 auprès de 7233 professionnels libéraux a montré que 36,4 % d'entre eux étaient confrontés à des difficultés financières.

## L'activité touristique

Un an de baisse ininterrompue dans l'hôtellerie

Source : Insee Ile-de-France

Après avoir enregistré des taux d'occupation en augmentation constante en 2006, en 2007 puis au début de 2008, l'hôtellerie francilienne maintient une certaine constance, à la baisse cette fois, depuis juin 2008. Ainsi sur les huit premiers mois de l'année 2009, les taux d'occupation ont systématiquement été inférieurs d'au moins 4 points à ceux des mêmes mois de 2008.

Un trafic aérien en baisse de 5,4 % sur les neuf premiers mois de l'année

Source : Aéroport de Paris

Si la forte chute du trafic passager dans les Aéroports de Paris enregistrée fin 2008 semble aujourd'hui contenue, le trafic est cependant resté bien en deçà des niveaux d'avant-crise tout au long du premier semestre 2009.

---

## Conclusion

---

Le début de 2009 aura été contrasté : le niveau de l'activité économique du premier trimestre a été le plus bas depuis bien longtemps alors que, soutenu par les plans de relance gouvernementaux et la reprise de la demande dans les pays émergents, le deuxième trimestre a marqué la fin de la récession dans plusieurs pays (en France et en Allemagne notamment). Après les Etats-Unis qui viennent de renouer avec la croissance d'autres pays devraient suivre dans les prochains mois. Avec un marché de l'emploi qui n'en finit pas de s'ajuster à la baisse, la reprise est toutefois fragile. Il convient plutôt de parler de convalescence que de guérison.

En France, la sortie de récession enregistrée au deuxième trimestre, devrait se confirmer au second semestre mais le repli annuel du PIB devrait atteindre 2,2 %, soit la récession la plus forte depuis soixante ans. Le marché du travail, il faut le souligner, continuera d'enregistrer des pertes d'emplois, le taux de chômage national approchant alors les 10 % fin 2009.

L'Ile-de-France, affectée plus tardivement par la crise que les autres régions françaises, a malgré tout connu un début d'année tout aussi sombre que le reste du pays. La situation sur le marché du travail est aujourd'hui particulièrement préoccupante, le taux de chômage ayant déjà retrouvé en quelques mois son niveau de fin 2006/ début 2007...

Cette situation n'est pas sans conséquences sur l'endettement des ménages. Les dossiers de surendettement collectés par la Banque de France sont en nette augmentation (plus 18% pour les douze derniers mois).

La maladie, le chômage, la séparation, sont des facteurs de surendettement difficiles, voire impossible à neutraliser. Néanmoins, il en est un autre, non moins important qui perdure et dont les effets ravageurs doivent être éradiqués.

En attribuant le crédit sans vérifier la solvabilité du demandeur à des taux très élevés et sans se soucier du nécessaire équilibre à trouver dans les remboursements entre la part du capital et la part des intérêts, les organismes financiers fragilisent davantage une population souvent en difficultés.

Le recours immodéré au crédit comme la réglementation laxiste qui fait la part belle aux organismes financiers nécessitent une réforme sérieuse et urgente du crédit renouvelable.

Cette communication a été réalisée à partir des travaux préparés par Michaël Le Priol du CROCIS (Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services) de la CCIP - [www.crocis.cci.fr](http://www.crocis.cci.fr)